



Réindustrialiser l'Europe : les enjeux d'une politique européenne d'innovation et d'industrie



Auteurs : Franck Lirzin,
Christophe Schramm

La validation du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire est une étape essentielle dans le renforcement de la coordination des politiques économiques. Les Etats membres posent les fondations d'une ambition commune en matière économique, et il faut maintenant construire l'édifice. L'industrie en sera la poutre maîtresse : son renforcement est le grand enjeu de la décennie qui commence.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Franco-allemand - Méditerranée - Télévision **Crise financière** : Hongrie - Italie - Portugal - Royaume-Uni **Conseil européen** : Union bancaire **Commission** : Budget 2013 - Femmes - Malte - Environnement - Démission **Conseil** : Cohésion **Diplomatie** : Serbie/Kosovo **Allemagne** : Super commissaire - Intégration/UE **Danemark** : UE/crise **France** : Données personnelles - Europe - Corsican Lion **Italie** : Anti-Corruption **Roumanie** : PPE **Rép. tchèque** : Sénat **Royaume-Uni** : Ecosse/Référendum - Exemptions? - Libor **Géorgie** : Gouvernement **Eurostat** : Inflation - Commerce - Déficit/Dette **Eurobaromètre** : Aide/Développement **Etudes/Rapports** : Estonie - Union politique - Valeur/UE **Culture** : Expo/Lille - Expo/Paris - Expo/Barcelone - Expo/Essen - Expo/Bruxelles

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

"Approfondir la relation franco-allemande - 50 ans après le traité de l'Elysée"



Dans le cadre des préparatifs de la célébration du 50e anniversaire du traité de l'Elysée, la Fondation Robert Schuman et l'IFRI organisent le 23 octobre 2012 un séminaire intitulé "Approfondir la relation franco-allemande - 50 ans après le traité de l'Elysée". Le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani, ouvrira le débat et présidera la première table ronde qui portera sur le thème "Jeunesse, formation, emploi: quel champ d'action pour la France et l'Allemagne à l'heure de la crise?". De nombreuses personnalités du monde politique, scientifique et économique discuteront autour de trois tables rondes. Le séminaire sera clôturé par le ministre délégué français chargé des Affaires européennes, Bernard Cazeneuve... [Lire la suite](#)

Europe et Méditerranée

Le Président de la Fondation Robert Schuman, Jean Dominique Giuliani,



interviendra sur le thème "Europe et Méditerranée : un atout identitaire au service du développement du territoire" le 25 octobre 2012... [Lire la suite](#)

Emission avec Pascal Canfin, ministre français du développement



Dans le cadre du partenariat entre la Fondation Robert Schuman et l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), la Fondation diffuse sur son site la dernière émission "Ici l'Europe" dont l'invité est Pascal Canfin, ministre délégué français au Développement. Il est interrogé par la directrice générale de la Fondation Robert Schuman Pascale Joannin, Caroline de Camaret (France 24) et Frédérique Lebel (RFI). Il revient sur la visite du président français François Hollande à Kinshasa, et répond à la question : " Est-ce vraiment la fin de la Françafrique ?" Le ministre expose également la politique de la France en matière de développement... [Lire la suite](#)

Crise financière :

La Hongrie annonce une nouvelle série de mesures d'austérité pour contenir le déficit



Le 17 octobre 2012, le gouvernement hongrois, dirigé par Victor Orban, a annoncé de nouvelles mesures d'austérité pour maintenir le déficit public sous les 3% du produit intérieur brut (PIB). Le premier plan d'économie annoncé le 4 octobre 2012, de l'ordre de 397 milliards de forints (1,39 milliard d'euros) a été jugé insuffisant par l'Union européenne, a déclaré le ministre de l'économie György Matolcsy. Les mesures supplémentaires à hauteur de 367 milliards de forints (1,32 milliard d'euros) incluent notamment le doublement du taux d'imposition sur les taxes financières. Si la Hongrie, qui fait l'objet d'une procédure de déficit excessif depuis son adhésion en 2004, ne réussit pas à convaincre Bruxelles de sa capacité à réduire son déficit, elle pourrait perdre partiellement son accès à des fonds communautaires... [Lire la suite](#)

Italie : déficit des comptes courants divisé par deux en un an



La Banque d'Italie a annoncé le 18 octobre 2012 que le déficit des comptes courants de l'Italie s'est réduit à 2,528 milliards d'euros en août 2012 contre un déficit de 5,080 milliards d'euros, un an plus tôt, en août 2011. Cette nette réduction s'explique par le recul du déficit dans les échanges des marchandises (-379 millions contre -2,375 milliards d'euros) et par l'amélioration du solde des échanges de services (+84 millions contre -757 millions d'euros)... [Lire la suite](#)

Le gouvernement portugais présente un projet de budget de rigueur



Le 15 octobre 2012, le gouvernement portugais a remis au Parlement son projet de budget pour 2013 d'une rigueur sans précédent. Vitor Gaspar, ministre des Finances, a confirmé que la hausse d'impôts généralisée annoncée le 3 octobre 2012 s'effectuerait notamment par le biais d'une réduction de huit à cinq du nombre des tranches d'imposition, l'introduction d'une surtaxe de 4%, une baisse des retraites et une réduction des prestations sociales. Le taux moyen d'imposition des revenus passera de 9,8% cette année à 13,2% en 2013, ce qui devrait rapporter plus de 4,3 milliards d'euros. Reconnaisant que le budget était "difficile pour les Portugais", Vitor Gaspar a néanmoins défendu ce projet comme la seule proposition possible pour atteindre les objectifs fixés par l'UE et le FMI, dans le cadre du plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, accordé en mai 2011... [Lire la suite](#)

les chiffres du chômage au Royaume-Uni



Le 17 octobre 2012, l'Office des Statistiques a publié le rapport mensuel des chiffres du chômage au Royaume-Uni. Le taux de chômage des 16-64 ans pour la période de mars à mai 2012 a augmenté de 0,2%. Pour la période de juin à août 2012, le taux de chômage de la population active est de 7,9%, le taux d'emploi de

71,3% et le taux d'inactivité de 22,5%... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Conclusions du Conseil européen



Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de la mise en place d'une supervision bancaire dans le courant de 2013. Ce dispositif, première étape vers une union bancaire, est d'autant plus important qu'il est la condition pour que le pare-feu de l'union monétaire, le MES, puisse recapitaliser directement les banques en difficulté. Ils ont plaidé également en faveur d'un approfondissement de l'Union économique et monétaire. Ils ont réaffirmé leur volonté de mettre en oeuvre des mesures pour la croissance et l'emploi décidées lors de leur précédente réunion en juin, d'un montant global de 120 milliards d'euros. Ils ont enfin réaffirmé être prêts à aider le Mali à reprendre le contrôle du nord du pays occupé par des islamistes armés, en planifiant une mission militaire d'entraînement de l'armée malienne... [Lire la suite](#)

Commission :

La Commission européenne revoit sa copie pour le budget 2013



La Commission européenne a amendé son projet pour le budget de l'Union européenne en 2013, qu'elle avait présenté en avril dernier. Dans cette révision, la Commission prévoit une réduction de 25,1 millions d'euros de crédits d'engagements et de paiements pour les matières de dépenses agricoles et de pêche... [Lire la suite](#)

L'UE a besoin de plus de femmes entrepreneurs



"Le potentiel entrepreneurial des femmes n'est pas suffisamment exploité dans l'Union européenne, qui a besoin de plus de femmes entrepreneurs pour créer de la croissance et de l'emploi". C'est le message qui a été délivré à Bruxelles le 17 octobre 2012 lors du sommet de la semaine européenne des petites à moyennes entreprises (PME), dont l'objectif est d'encourager les femmes à créer et gérer leur propre entreprise. Selon un communiqué de la Commission, seulement 34,4% des personnes exerçant une activité indépendante en Europe sont des femmes. "Ce potentiel humain considérable, actuellement inexploité, serait vital pour stimuler la croissance économique et créer des emplois"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Tonio Borg nommé commissaire européen à la place de John Dalli



Le gouvernement maltais a annoncé le 21 octobre la nomination de son chef de la diplomatie Tonio Borg au poste de commissaire européen à la place de John Dalli, contraint de démissionner le 16 octobre 2012 car soupçonné d'avoir couvert une tentative d'extorsion. M. Borg, numéro deux du Parti nationaliste au pouvoir, poste dont il va démissionner, assurera sa fonction de ministre des Affaires étrangères jusqu'à sa nomination formelle à Bruxelles. Cette nomination doit être discutée au niveau de la Commission puis être approuvée par le Parlement européen... [Lire la suite](#)

La Commission veut réduire le recours aux biocarburants les moins performants



Le 17 octobre 2012, la Commission européenne a proposé de modifier la Directive de 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Elle envisage de cantonner la part d'utilisation de biocarburants produits à partir de denrées alimentaires à 5%, sur le total de 10% d'utilisation d'énergie renouvelable que l'Union européenne s'est assignée comme objectif à l'horizon 2020. Cette modification devrait, selon la Commission, inciter à l'utilisation des biocarburants les plus performants tout en décourageant le recours à des pratiques de production qui empiètent sur la production de denrées alimentaires... [Lire la suite](#)

Enquête anti-fraude : démission du commissaire européen John Dalli



Le commissaire européen en charge de la Consommation et de la Santé, le Maltais John Dalli, a démissionné le 16 octobre 2012 de ses fonctions après sa mise en cause dans une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (Olaf), a annoncé la Commission européenne. La démission de John Dalli a pris effet immédiatement. L'Olaf a agi à la suite d'une plainte d'une entreprise suédoise, Swedish Match, qui dénonçait le fait qu'un entrepreneur maltais l'avait approchée en faisant valoir ses contacts avec John Dalli pour influencer une proposition de loi sur les produits du tabac. Maros Sefcovic, commissaire chargé de l'Administration, assurera l'intérim de John Dalli jusqu'à la désignation d'un nouveau commissaire maltais en vertu de l'article 246-2 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE)... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du conseil affaires générales



Le 19 octobre 2012, les 27 ministres des Affaires européennes ont adopté un accord politique sur les nouvelles règles relatives à la politique de cohésion pour la période 2014-2020, en attendant la première lecture du Parlement sur ce texte. Les ministres ont également débattu du prochain cadre financier pluriannuel, sur lequel la présidence compte présenter un nouveau cadre. Des négociations bilatérales sont prévues avec le Président du Conseil européen en vue de trouver un accord sur le sujet. Enfin, le Conseil a approuvé l'accès du Parlement européen aux informations classifiées autres que celles concernant la Politique étrangère et de sécurité commune... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Dialogue entre la Serbie et le Kosovo



Les Premiers ministres serbe, Ivica Dacic, et kosovar, Hashim Thaçi, se sont rencontrés le 19 octobre 2012 pour la première fois sous l'égide de l'Union européenne à Bruxelles, première étape d'un dialogue qui doit se poursuivre "prochainement" après des mois d'interruption. La réunion était la première à ce niveau depuis l'ouverture en mars 2011 de ce dialogue visant à normaliser les relations entre les deux Etats, mais au point mort depuis le printemps dernier... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Wolfgang Schäuble plaide pour un super-commissaire aux Affaires budgétaires



Le 17 octobre 2012, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, a précisé ses idées pour avancer vers une véritable union budgétaire. Il prône un super-commissaire européen aux Affaires budgétaires, qui devrait, selon lui, avoir la possibilité de retoquer les budgets nationaux des États signataires du pacte budgétaire et de demander des "améliorations" lorsqu'ils ne respectent pas les critères. Wolfgang Schäuble veut également renforcer les compétences du Parlement européen pour mieux garantir la légitimité démocratique au sein de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Discours d'Angela Merkel devant le Bundestag



Dans un discours prononcé le 18 octobre 2012 devant le Bundestag, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que l'Union européenne devait avoir des pouvoirs d'intervention pour réagir lorsqu'un Etat membre violait les règles budgétaires communes. Se prononçant par ailleurs en faveur d'un renforcement du Parlement européen, Angela Merkel a défendu la création d'un fonds européen pour investir dans des projets spécifiques au sein de la zone euro, qui pourrait être financé par une taxe sur les transactions financières... [Lire la suite](#)

Danemark :

Capacité, innovation et solidarité sortiront l'UE de la crise

Dans un discours tenu au Collège d'Europe le 17 octobre 2012, la



Première ministre danoise, Helle Thorning-Schmidt, a estimé que l'Union européenne avait les outils nécessaires à une sortie de crise. En effet, l'UE a déjà prouvé qu'elle avait la capacité de prendre des décisions, la créativité pour trouver de nouvelles solutions, et une solidarité qui, malgré quelques soubresauts, n'a pas fait défaut. Elle a cité notamment Vaclav Havel, patron de la promotion 2012-2013 du Collège : "N'est-ce pas le moment de profonds doutes qui donne naissance à de nouvelles certitudes ?". Tout en soulignant les efforts accomplis depuis 60 ans, couronnés par un indéniable succès en terme de paix, de démocratie et de prospérité, elle a rappelé que beaucoup restait à faire, notamment en matière de lutte contre le chômage des jeunes et de croissance durable, tout en défendant la possibilité de construire une Europe à plusieurs vitesses... [Lire la suite](#)

France :

CNIL: Google doit revoir ses règles de confidentialité



Après sept mois d'enquête, Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), mandatée par ses 26 homologues européens (G29) a indiqué le 16 octobre 2012 que les nouvelles règles de confidentialité de Google, établies en mars 2012, n'étaient toujours pas conformes à la législation européenne. Elle a plus particulièrement pointé trois failles: le "déficit d'informations aux utilisateurs sur le traitement des données personnelles", le manque de contrôle de la "combinaison des données entre les différents services" et le refus de la société américaine de s'engager sur une "durée maximale de conservation des données". Google a quatre mois pour intégrer ces recommandations sans quoi les pays européens concernés entreraient dans une phase contentieuse. "C'est la première fois que les 27 CNIL européennes parviennent à se mettre d'accord sur une analyse commune..." [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le Président français livre sa vision de l'Europe



Le 17 octobre 2012, à la veille du 22e sommet européen (les 18 et 19 octobre) à Bruxelles depuis le début de la crise, le Président français François Hollande a livré sa vision de l'Europe à la presse européenne (Le Monde, The Guardian, El Pais, Gazeta Wyborcza, La Stampa et Süddeutsche Zeitung). Selon lui, l'Europe doit être sauvée en donnant la priorité à la croissance et en coordonnant les politiques économiques et budgétaires. Le couple franco-allemand permet l'accélération du processus européen et la France est comme un "trait d'union entre l'Europe du Nord et celle du Sud". Il définit une Europe qui "avance à plusieurs vitesses" où la question d'une union politique se posera après les élections européennes de 2014 mais ne sera réalisable que si une union budgétaire, bancaire et sociale est fondée... [Lire la suite](#)

Défense: manoeuvre franco-britannique en mer Méditerranée



Jusqu'au 26 octobre 2012, des milliers de marines britanniques de la Royal Navy et du groupe aéronaval français réalisent au large de la Corse un grand exercice militaire commun baptisé 'Corsican Lion'. L'objectif de cette manoeuvre entre terre et mer est de mettre au point une force expéditionnaire commune pour faire face aux menaces terrestres et maritimes (combats amphibies) et à l'évacuation de ressortissants dans des situations de crise. S'inscrivant dans le cadre des accords de défense bilatéraux de Lancaster House signés en 2010 par la France et le Royaume-Uni, cette coopération technique et tactique a vocation à se transformer à l'avenir en "opération conjointe de force et de puissance..." [Lire la suite](#)

Italie :

Le sénat adopte une loi anti-corruption plus stricte



Le Sénat italien a adopté le 18 octobre 2012 en première lecture une loi anti-corruption plus sévère, dans la foulée des scandales qui ont éclaboussé ces derniers mois la classe politique. Cette nouvelle loi prévoit, entre autres, un alourdissement des sanctions pour la corruption simple, passant d'une peine de 2 à 5 ans de prison à une

peine de 4 à 8 ans de prison. La peine pour la corruption judiciaire, c'est-à-dire d'un témoin dans un procès ou d'un magistrat, passe de 3 à 8 ans de prison à 4 à 10 ans de réclusion. La loi prévoit aussi dans certains cas de figure une aggravation des peines pour concussion qui peuvent être désormais de 6 à 12 ans de réclusion. Cette loi prévoit aussi l'inéligibilité pour toute personne qui a été condamnée définitivement à une peine supérieure à deux ans... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Congrès annuel du PPE à Bucarest



Le parti populaire européen (PPE) a tenu son Congrès statutaire les 17 et 18 octobre 2012 à Bucarest. Plusieurs résolutions y ont été adoptées notamment sur le marché unique, la politique de cohésion ou encore la situation en Syrie. La nouvelle plateforme électorale a été adoptée, remplaçant celle décidée à Athènes en 1992. Enfin, le président et les vice-présidents ont été élus. Wilfried Martens, ancien Premier ministre belge, a ainsi été reconduit dans ses fonctions de président pour un mandat de 3 ans avec 91% des voix... [Lire la suite](#)

Rép. tchèque :

Victoire de l'opposition aux élections sénatoriales tchèques



La coalition du Premier ministre tchèque, Petr Necas, a subi un échec au second tour des élections sénatoriales organisées les 19 et 20 octobre et remportées par l'opposition social-démocrate (CSSD). Le Parti démocratique civique (ODS) de M. Necas ne s'est imposé que dans 4 des 27 circonscriptions où se déroulait ce scrutin destiné à redistribuer un tiers des sièges au Sénat qui en compte au total 81. Le CSSD aura 46 sénateurs et l'ODS 15 sénateurs... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Ecosse: Cameron signe l'accord pour un référendum d'indépendance en 2014



Le 15 octobre 2012, le Premier ministre britannique, David Cameron, a signé à Edimbourg avec le dirigeant écossais nationaliste Alex Salmond un accord autorisant l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de l'Ecosse. Après des mois de négociations entre les deux parties, le référendum "légal, juste et déterminant" se tiendra à l'automne 2014 et posera la question d'une Ecosse indépendante. Le chef du gouvernement britannique s'est prononcé en faveur du Royaume-Uni mais a appelé les Ecossais à prendre une "décision qualifiée d' historique" quant à leur avenir... [Lire la suite](#)

Le Royaume-Uni veut utiliser sa clause d'exemption (opt-out) dans l'UE



La ministre britannique de l'Intérieur Theresa May a annoncé le 15 octobre 2012 aux députés de la Chambre des Communes l'intention du Royaume-Uni de "se désengager massivement" des 130 mesures européennes en matière de coopération policière et judiciaire, parmi lesquelles figurent le mandat d'arrêt européen et le partage des données informatiques sur les casiers judiciaires. Aux termes du traité de Lisbonne, le Royaume-Uni a jusqu'au 31 mai 2014 pour faire valoir sa clause d'exemption sur les mesures de "Justice et Affaires intérieures". Theresa May a justifié cette position en invoquant l'intérêt national, la volonté de récupérer certains pouvoirs et celle de renégocier l'adhésion britannique à l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Annnonce d'une loi pour réformer le taux interbancaire Libor



Greg Clark, secrétaire financier au Trésor, a annoncé le 17 octobre 2012 que la loi sur les services financiers actuellement en cours d'examen au parlement serait amendée afin de modifier l'encadrement du taux de fixation interbancaire Libor. Le gouvernement britannique a accepté de suivre les recommandations de Martin Weathley, directeur de l'autorité des services financiers (FSA) notamment en basant le calcul du taux de référence sur une moyenne de transactions effectives. Après la révélation d'une fraude massive en juin 2012 qui a fait scandale, il a été décidé de procéder à des

audits réguliers auprès des banques pour éviter toute falsification. De plus, "déterminé à restaurer la crédibilité du Libor", Greg Clark a insisté sur le fait que la loi permettra de poursuivre en justice et de sanctionner ceux qui manipulent les taux... [Lire la suite](#)

Géorgie :

Bidzina Ivanichvili nommé Premier ministre



Le 17 octobre 2012, le président de la Géorgie Mikheil Saakachvili a nommé au poste de Premier ministre Bidzina Ivanichvili, chef de la coalition d'opposition "Rêve géorgien" qui a remporté les élections législatives le 1er octobre dernier. Le parlement s'est réuni le 21 octobre et doit approuver dans les jours à venir la composition du nouveau gouvernement. "Le Rêve géorgien" dispose de 85 des 150 sièges du Parlement, contre 65 pour le parti "Le Mouvement national - Démocrates". Il y aura donc, pour la première fois en Géorgie, une situation de cohabitation politique... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Le taux d'inflation annuel de la zone euro stable à 2,6%



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 16 octobre 2012, le taux d'inflation annuel de la zone euro a été de 2,6% en septembre 2012, inchangé par rapport à août. Un an auparavant, il était de 3%. Le taux d'inflation mensuel a été de 0,7% en septembre 2012. Le taux d'inflation annuel de l'Union européenne a été de 2,7% en septembre 2012, inchangé par rapport à août. En 2011, il était de 3,3%. Le taux d'inflation mensuel a été de 0,6% en septembre 2012... [Lire la suite](#)

Excédent du commerce international de biens de la zone euro



Selon une publication Eurostat du 16 octobre 2012, la balance commerciale de la zone euro pour les biens est excédentaire de 6,6 milliards d'euros pour le mois d'août, mais elle est déficitaire pour l'Union européenne, à 12,6 milliards d'euros. Depuis le début de l'année, le déficit pour l'énergie s'est élevé à plus de 230 milliards d'euros, et l'excédent pour les produits manufacturés dépasse 200 milliards, ces deux chiffres étant supérieurs à ceux observés pour la même période en 2011. L'Allemagne et les Pays-Bas enregistrent les meilleurs résultats, tandis que le Royaume-Uni et la France ont les moins bons... [Lire la suite](#)

Zone euro: déficit public de 4,1% et dette publique à 87,3% en 2011



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 22 octobre 2012, le déficit public s'est réduit en termes absolus en 2011 par rapport à 2010, tant dans la zone euro que dans l'Union européenne, tandis que la dette publique a augmenté. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la zone euro, passant de 6,2% en 2010 à 4,1% en 2011, et dans l'Union européenne, passant de 6,5% à 4,4%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté dans la zone euro, de 85,4% à la fin de 2010 à 87,3% à la fin de 2011, ainsi que dans l'UE, de 80% à 82,5%. En 2011, les déficits publics les plus faibles, par rapport au PIB, ont été enregistrés au Luxembourg (-0,3%), en Finlande (-0,6%) et en Allemagne (-0,8%), tandis que la Hongrie (+4,3%), l'Estonie (+1,1%) et la Suède (+0,4%) ont affiché un excédent public... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Les Européens et l'aide au développement



Dans une étude publiée le 16 octobre 2012, Eurobaromètre révèle que les citoyens européens sont attachés, pour 85% d'entre eux, à l'aide que l'Union européenne fournit aux pays en développement. Le commerce et la finance sont perçus comme des leviers essentiels, tandis que la corruption des gouvernements locaux est souvent dénoncée comme un frein au développement. Plus de 60% des Européens estiment que l'aide devrait être renforcée, mais plus de 50% pensent que les pays

connaissant une forte croissance ne devraient plus y avoir droit même si de fortes inégalités persistent. Les droits de l'Homme, l'éducation et la santé sont considérés comme les principales priorités... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

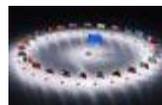
Etudes/Rapports :

L'Estonie s'engage pour l'intégration européenne



Kristi Raik, dans une étude publiée par l'Institut finlandais des relations internationales, analyse comment la perception de l'Union européenne a évolué au cours des dernières années en Finlande et en Estonie dans des directions opposées. Alors que l'euroscpticisme gagne la Finlande, l'Estonie essaie de se montrer pro-active sur la scène européenne en soutenant une intégration plus poussée. Le désintérêt américain pour l'Europe explique en partie ce rapprochement, ainsi que tous les efforts accomplis pour rejoindre la zone euro et l'espace Schengen, surmonter une crise économique précoce et apparaître aux yeux de ses partenaires européens comme un allié responsable et pragmatique. La décision la plus récente qui soit symptomatique de cette volonté est le soutien apporté à la taxe sur les transactions financières... [Lire la suite](#)

Le débat sur l'Union politique européenne



Thierry Chopin, Jean-François Jamet et François-Xavier Priollaud exhortent l'engagement du débat sur l'Union politique européenne dans un article paru dans le Cercle Les Echos le 17 octobre 2012. Cette Union politique apparaît selon eux d'autant plus nécessaire dans le cadre de nouveaux transferts de compétences. Les auteurs prônent des mécanismes de décisions "simples et clairs" afin qu'ils soient "efficaces et transparents" et pour que les décisions européennes bénéficient d'une "légitimité suffisante". Enfin, ils insistent sur l'urgence du débat alors que les élections européennes de 2014 approchent... [Lire la suite](#)

La valeur de l'Europe



L'institut allemand Bertelsmannstiftung publie une analyse de Joachim Fritz-Vannhame dans laquelle il critique l'euroscpticisme qui s'est accru depuis le début de la crise. L'auteur analyse l'évolution de l'Union européenne et les raisons de la montée de sentiments nationalistes dans certains pays membres. Il plaide pour plus de démocratie au sein de l'Union européenne et explique que l'Europe est une valeur... [Lire la suite](#)

Culture :

Fables du paysage flamand



Le Palais des Beaux-Arts de Lille propose jusqu'au 14 janvier 2013 une exposition sur les fables du paysage flamand. Au XVIe siècle, des artistes flamands tels que Bosch, Brueghel, Bles ou Bril inventent une nouvelle manière de peindre aux frontières du réel et de l'imaginaire. Le caractère merveilleux et fantastique de leurs paysages recrée la nature qui devient alors mythique et le lieu de toutes les fables... [Lire la suite](#)

Raphaël, les dernières années



En partenariat avec le musée du Prado, le Louvre propose jusqu'au 14 janvier 2013 une exposition sur les oeuvres réalisées par Raphaël (1483-1520) à Rome durant les sept dernières années de sa vie. Une centaine de peintures, de dessins et de tapisseries retracent le parcours artistique du maître au coeur de la Renaissance italienne. La confrontation inédite de ses tableaux et de ceux de ses élèves éclaire le fonctionnement de son atelier... [Lire la suite](#)

L'héritage de Jackson Pollock

La Fondation Joan Miró de Barcelone consacre une exposition du 24 octobre 2012 au 24 février 2013 à l'héritage de Jackson Pollock (1912-



suite

1956). Les oeuvres de nombreux artistes de la fin des années quarante tels qu'Yves Klein, Niki de Saint Phalle, Jean Tinguely, Allan Kaprow, Andy Warhol ou Lynda Benglis montrent les influences et connexions à l'oeuvre de Pollock, le premier à avoir défini l'art conceptuel... [Lire la](#)

Munch, Matisse et les expressionnistes



Le musée Folkwang à Essen consacre une exposition Jusqu'au 13 janvier 2013 à l'un des chapitres les plus fascinants de l'art du début du XXe siècle. L'exposition met en parallèle des oeuvres du courant des 'Fauves' comme Henri Matisse, André Derain, Maurice de Vlaminck et des oeuvres provenant du Nord, comme le Norvégien Edvard Munch ou des artistes expressionnistes allemands et russes comme Ernst Ludwig Kirchner, Erich Heckel, Alexej von Jawlensky, Wassily Kandinsky, Gabriele Münter et Franz Marc... [Lire la suite](#)

Rétrospective sur Constant Permeke



Le Palais des Beaux-Arts de Bruxelles propose une exposition jusqu'au 20 janvier 2013 sur l'expressionniste flamand Constant Permeke (1886-1952). 130 tableaux, dessins et sculptures sont présentés afin de dévoiler l'oeuvre de l'artiste dans son intégralité : des nus féminins aux scènes de vie quotidiennes des pêcheurs ou des paysans de l'époque en passant par des paysages terre et mer... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



22-23 octobre
Conseil Agriculture et Pêche

Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



23 octobre
Séminaire franco-allemand "Approfondir la relation franco-allemande 50 ans après le traité de l'Elysée"



25 octobre
Conseil Environnement



25-26 octobre
Conseil Justice et Affaires intérieures

Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



28 octobre
Elections législatives en Lituanie (2e tour) et élections législatives en Ukraine



29 octobre
Conseil Transports, Télécommunications et Energie



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Pierre Thibaudat ;
Audrey Gahéry, Louis Hancisse, Theresa Keller, Pierre-Yves Luminet,
Gaudérique Traub, Laurène Vernet

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}